

<http://helene.lipietz.net/spip.php?article97>



Plutôt des maisons de Justice et du droit que des caméras

- Archives - Les campagnes électorales - Législatives 2007 : la campagne - Elus Régionaux -



Date de mise en ligne : vendredi 18 mai 2007

Copyright © Hélène Lipietz - Tous droits r eserv es

La grande discussion depuis 3 ans au Conseil régional, c'est de savoir comment assurer la sécurité de nos concitoyens. Les Verts affirment que la présence humaine est toujours préférable. Le budget de la vidéosurveillance est donc fortement critiqué par Hélène LIPIETZ. Elle préfère les maisons de la Justice et du droit ou les points d'accès au droit, comme celui qu'elle vient de relancer à Fontainebleau.

Il faut en finir avec le mythe de la sécurité absolue.

Vouloir faire croire que la vidéo est la solution miracle à la délinquance est une arnaque intellectuelle, indigne des politiques que nous sommes.

Vous pouvez mettre autant de vidéosurveillance, vous ne ferez que déplacer les problèmes, comme à Melun Nord où la place des trois horloges, totalement sous contrôle de froides caméras est devenu un îlot de tranquillité dans un quartier où se sont déplacées toutes les agressions. La Police aujourd'hui doit patrouiller un espace plus vaste pour une même efficacité.

Les agressions continueront donc toujours d'exister.

Le sentiment d'injustice a besoin d'un lieu pour trouver immédiatement son expression, pour que la Justice puisse, le temps aidant, statuer en dehors de tout sentiment de vengeance : les maisons de la justice et du droit ou les points d'accès au droit, ont fait la preuve en ce domaine : ce sont des lieux uniques où trouver

1. association d'aides aux victimes,
2. assistantes sociales
3. renseignements juridiques donnés par des professionnels,
4. parfois des juges de proximité.

Ce sont des lieux proche des citoyens, à taille humaine, des maisons de Justice face aux palais de justice, souvent écrasants.

Elles répondent à une demande forte des communes, d'ailleurs

le budget des maisons de la justice et du droit est consommé à 98%.

C'est pourquoi nous pensons qu'il faut obliger l'Etat, dans le cadre du futur contrat de projet à remettre celles-ci au coeur de la sécurité et de nos solidarités nationales et régionales.

Pour ce faire, le meilleur moyen est donc d'augmenter la ligne de 600000 euros dans le budget que la région entend mettre dans ces maisons de la Justice et du droit, oubliées hélas par l'Etat.

Nous vous proposons, comme gage un redéploiement de crédits affectés à l'installation de vidéosurveillance dans les lycées. Il faut être cohérent : on ne peut dire que l'on lance un audit sur celle-ci et laisser la même ligne budgétaire pour la vidéosurveillance dans les lycées. Nous proposons donc un gel dans l'installation de celle-ci.

Plutôt des maisons de Justice et du droit que des caméras

Il faut que la région soit le fer de lance d'une véritable appropriation du droit et il faut que la région soit au côté des victimes qui sont les premiers visiteurs de ces maisons de Justice.

Intervention de Hélène Lipietz au budget 2007.